

L'ÉDITO

Béatrice Delvaux
EDITORIALISTE EN CHEF

LE CHOIX DE LA RESPONSABILITÉ

Les appels à la sagesse et au sens des responsabilités lancés de toutes parts - et finalement aussi hier par le président du Conseil européen Donald Tusk -, ont été entendus : le président séparatiste catalan Puigdemont n'a pas prononcé la déclaration unilatérale d'indépendance de la Catalogne tant redoutée en Espagne et en Europe. Dans un difficile exercice d'équilibriste, le leader a décidé de concilier deux contraires devant son Parlement, décrétant d'une part que sa région avait gagné le droit à

l'indépendance, mais en n'en faisant rien dans l'immédiat. L'objectif clairement répété devant les caméras du monde entier étant d'entamer avec Madrid le dialogue refusé aux indépendantistes depuis sept ans.

Le leader engrange à la fois une victoire et une défaite, en jouant sur l'ambiguïté. Peur d'une guerre civile ? Peur d'une désertion des opérateurs économiques ? Peur d'une mise au ban internationale ? Tout cela a dû jouer dans le chef de celui qui a surtout décidé hier de ne pas se lancer dans une aventure extrêmement risquée. Dénoncé pour son coup de force anticonstitutionnel, Puigdemont tente ainsi de préserver sa capacité à être reconnu comme un interlocuteur - « *Nous ne sommes ni des fous, ni des putschistes, ni des délinquants.* » Il soulage une partie de la population catalane et

espagnole, mais aussi des observateurs européens de plus en plus inquiets de l'impact de cette sédition sur l'Europe et

En jouant sur l'ambiguïté, Puigdemont engrange une victoire et une défaite

leurs propres démocraties. Au risque de passer pour un dégonflé en pratiquant cette « *separatio interrupta* », Puigdemont a privilégié la sortie par la négociation. La balle est désormais dans le camp du Premier ministre espagnol Mariano Rajoy, qui a entendu prononcer le mot « *indépendance* », mais tout autant qu'un appel à la tenue d'un dialogue. A lui désormais de décider s'il se lance à son tour dans la voie étroite qui peut empêcher l'embrasement. Il pourrait y être poussé désormais par ceux qui veulent la

pacification.

La Catalogne sera-t-elle un Etat indépendant ? Puigdemont l'a promis aux siens ce mardi. Mais si une négociation s'entame, nul ne sait sur quoi elle peut déboucher dans les faits. L'ambassadeur d'Espagne en

France déclarait hier qu'il en va de l'indépendance comme d'une grossesse : on ne peut l'être à moitié. En Belgique cependant, on sait qu'en matière institutionnelle, la créativité et la volonté d'aboutir à une solution négociée permettent d'accoucher de situations très intermédiaires.

Le plus important dans le processus étant de donner à une partie ce qu'elle veut, tout en permettant à l'autre de ne pas perdre la face, tout en respectant la constitution et la volonté majoritaire des populations. C'est maintenant que cela pourrait commencer.